

ABONNÉ

# En 1993 après l'échec de l'EEE, une Suisse en quête de boussole

Après l'échec de l'EEE en décembre 1992, le Conseil fédéral mène une «offensive de charme» diplomatique en 1993, auprès de François Mitterrand et de Helmut Kohl. Les documents diplomatiques rendus publics ce lundi montrent la difficulté de l'opération



K.-O. debout le 6 décembre 1992, le Conseil fédéral entame l'année 1993 dans le doute et la perplexité. Sa première réunion, le 13 janvier, commence par un coup de théâtre: souffrant de problèmes de santé – et marqué par le rejet de l'Espace économique européen (EEE) un mois plus tôt, un revers qu'il n'invoque pas comme motif de sa décision –, le chef du Département des Affaires étrangères (DFAE), René Felber, démissionne pour le 31 mars. Cela ressort des Documents diplomatiques suisses (Dodis) du millésime 1993. Restés secrets pendant trente ans, ils sont rendus publics ce 1er janvier 2024: 1700 documents déclassifiés sont désormais accessibles sur le site de Dodus, dont 62 sont publiés dans un ouvrage consacré à l'année 1993.

Le Conseil fédéral fait le point. Après le vote négatif de décembre, le ministre de l'Intérieur, Flavio Cotti – qui reprendra le DFAE le 1er avril –, ne voit qu'une solution: «Le résultat du 6 décembre nous impose de prendre notre temps avant de nous engager dans la seule voie possible qui est celle de l'adhésion» à la Communauté européenne (CE), qui deviendra l'Union européenne (UE) le 1er novembre 1993. A l'opposé, l'eurofrileux Otto Stich a d'autres priorités. Il s'inquiète de la votation à venir – ce sera le 28 novembre – sur le remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires (Icha) par la TVA, qu'il n'aime pas et dans laquelle il voit un risque d'inflation «de 2%».

## Trois scénarios européens

Trois scénarios s'offrent à la Suisse: un nouveau vote sur l'EEE, l'adhésion à la future UE ou la voie bilatérale. Mais il n'y a qu'un scénario réaliste, résume le chef de l'Economie publique, Jean-Pascal Delamuraz: «Après le refus de l'EEE, la situation est plus claire que ce que l'on pensait. En effet, il serait illusoire de viser une adhésion ultérieure à l'EEE seulement. L'Accord sur l'EEE évoluera avec le temps et il faudrait reprendre tout le processus de négociation [...]. Il faut donc essayer de promouvoir des négociations bilatérales.» René Felber acquiesce.

Jean-Pascal Delamuraz et Flavio Cotti le diront au président de la CE, Jacques Delors, le 28 juin, mais en gardant, vis-à-vis de l'extérieur, l'adhésion sous le coude: «L'approche bilatérale est insuffisante et provisoire et la finalité de la politique du Conseil fédéral demeure l'adhésion à la CE, éventuellement via l'EEE.» Le gouvernement ne retire donc pas la demande d'adhésion déposée en 1992. Mais elle finira aux oubliettes, fait qui sera acté en 2016.

## A Davos, le Portugal se cabre

L'année se transforme en une «offensive de charme» au plus haut niveau. Le premier grand rendez-vous, c'est, début février, le Forum économique de Davos. Mais ce n'est pas simple. Le premier ministre portugais Anibal Cavaco Silva se dit «déçu» du non à l'EEE. Il demande que la Suisse facilite la vie des travailleurs immigrés et le regroupement familial. Cette position «dure» est aussi celle de l'Espagne. Comme on le verra quelques mois plus tard, le Portugal est d'autant moins bien disposé qu'un scandale pourrait les relations entre les deux Etats: une entreprise helvétique, Refonda, est accusée d'avoir exporté dans ce pays des scories polluantes. Le climat est si maussade que, en décembre, Adolf Ogi rend visite au roi Juan Carlos et au premier ministre espagnol Felipe Gonzalez à Madrid, mais renonce à prolonger son voyage jusqu'à Lisbonne.

Lire aussi: [Suisse-UE: enfin l'espoir d'un accord](#)



Au retour de Davos, le Conseil fédéral se rend compte de la nécessité de renforcer le rôle du président de la Confédération. Un document du DFAE daté du 15 février rappelle que la «tradition» limite ses déplacements hors du pays aux rencontres relevant de son département. «En raison des changements intervenus dans l'environnement international de la Suisse», le DFAE propose de l'autoriser formellement à profiter de contacts sectoriels pour s'entretenir avec des chefs d'Etat et de gouvernement. Le Conseil fédéral valide cette pratique le 1er juin.

Adolf Ogi est ainsi plus libre de plaider la cause helvétique avec des gouvernants étrangers. En 1993, il rencontre François Mitterrand (deux fois), le chancelier allemand Helmut Kohl (deux fois) et le premier ministre britannique John Major.

Notre éditorial: [Suisse-UE: et maintenant, la parole au peuple](#)

Le 4 juin, il se rend à Paris pour un tête-à-tête de cinquante minutes avec François Mitterrand. Celui-ci dit que la Suisse ne doit pas être pénalisée à cause du rejet de l'EEE. Mais il s'enquiert «des divergences nées de la séparation linguistique en Suisse, et des possibilités de revenir sur ce vote». Si Adolf Ogi douche ses espoirs au sujet d'un nouveau scrutin, il reconnaît, comme le Conseil fédéral lui-même à plusieurs reprises, qu'il faudra que «le peuple suisse prenne conscience de la nouvelle situation en Europe et qu'il ait confiance dans sa politique étrangère». Surtout en Suisse alémanique, où l'EEE a été fortement rejeté.

## Sans «flonflon» et à huis clos

Adolf Ogi et François Mitterrand prévoient de se revoir en Suisse. Mais le président français insiste: sa visite doit avoir «un niveau d'officialité et de flonflon réduit au minimum». Il se rend dans l'Oberland le 3 décembre. Avant cela, le 18 octobre, Adolf Ogi reçoit Helmut Kohl à Berne. Fait inhabituel, la discussion se fait à huis clos. Aucun collaborateur diplomatique n'y participe. Aucun procès-verbal n'est établi, mais Adolf Ogi prend des notes. Elles montrent un Helmut Kohl convaincu que la Suisse finira par adhérer à la future UE – «La bravade suisse ne sert à rien à long terme», dit-il alors –, mais conscient qu'il faut «se montrer patient».

Lire aussi: [«La Suisse n'est pas prioritaire dans l'agenda d'Emmanuel Macron»](#)

En 1993, le Conseil fédéral lance ainsi ce que le directeur de Dodis, Sacha Zala, appelle «une offensive de rencontres sans précédent en réaction au choc du non à l'EEE, grâce à laquelle des négociations bilatérales sectorielles ont pu être engagées avec l'UE vers la fin de l'année». Mais la mission est complexe. Bruxelles et les Etats membres exigent des concessions équilibrées. Et le Conseil fédéral peine à mettre sous toit son rapport de politique étrangère pour les années 1990, dans lequel l'incertaine intégration européenne occupe une place de choix. Il lui faut cinq séances pour le faire.

Dès sa prise de fonction à la tête du DFAE le 1er avril, Flavio Cotti se rend compte de l'ampleur de la tâche. Prenant connaissance d'un rapport de ses services, il l'annote: la CE a «d'autres priorités» et d'autres «chats à fouetter» que de se préoccuper de la Suisse, écrit-il.

### Nos lecteurs ont lu ensuite

---



Jacques Gerber: «Dans le dossier européen, les cantons ne lâcheront pas l'affaire» [ABONNÉ](#)



Suisse-UE: quand le tout est plus que la somme de ses parties